



**ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE**  
7, Avenue Edouard Belin BP 54005  
31055 Toulouse cedex 4.

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(C.C.A.P.)**

**Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile**

**ENAC**  
**Ecole Nationale de l'Aviation Civile**  
**7 avenue Edouard Belin**  
**CS 54005**  
**31055 Toulouse Cedex 4**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 202500TVX011**

**établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Travaux, relatif  
aux :**

---

**Réalisation de divers travaux de menuiseries extérieures, serrurerie et métallerie sur  
les sites de l'ENAC.**

---

Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique.

## Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
Article 2 - Décomposition du contrat .....	4
2-1-Allotissement .....	4
2-2-Forme du contrat .....	4
Article 3 - Généralités .....	5
3-1-Pièces contractuelles.....	5
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale.....	6
3-2-1-Protection de la main d'œuvre.....	6
3-2-2-Clause sociale .....	6
3-3-Protection de l'environnement .....	6
3-4-Réparation des dommages .....	7
3-5-Assurances .....	7
3-6-Autres obligations .....	8
3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance.....	8
3-6-2-Confidentialité et sécurité .....	8
3-6-3-Obligations diverses .....	9
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations .....	9
4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution .....	9
4-2-Exécution complémentaire .....	10
4-2-1-Modification du contrat .....	10
4-2-2-Réalisation de prestations similaires .....	10
4-3-Pénalités de retard .....	10
4-4-Pénalités diverses .....	11
Article 5 - Prix et règlement .....	11
5-1-Contenu des prix .....	11
5-2-Variation des prix.....	12
5-3-Modalités de règlement .....	13
5-3-1-Régime des paiements.....	13
5-3-2-TVA .....	13
5-3-3-Présentation des demandes de paiement.....	13
5-3-4-Répartition des paiements.....	14
5-3-5-Délais de paiement.....	14
5-3-6-Intérêts moratoires.....	14
5-4-Périodicité des paiements .....	14
5-5-Avance.....	15
5-6-Sûretés .....	15
5-7-Répartition des dépenses communes de chantier .....	15
5-8-Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine.....	15
5-9-Approvisionnements .....	15
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
6-1-Lieu d'exécution.....	15
6-2-Intervenants .....	16
6-2-1-Conduite d'opération.....	16
6-2-2-Maîtrise d'œuvre .....	16
6-2-3-Contrôle technique .....	16
6-2-4-Coordination Sécurité - Protection de la santé.....	16
6-2-5-Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) .....	16
6-3-Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux .....	16
6-3-1-Provenance des matériaux et des produits .....	16
6-3-2-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits .....	16
6-4-Implantation des ouvrages .....	17
6-4-1-Piquetage général .....	17
6-4-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	17
6-5-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	18

6-5-1-Période de préparation .....	18
6-6-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail .....	18
6-7-Ordre de service .....	18
6-8-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers .....	18
6-8-1-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier .....	18
6-8-2-Installations à réaliser par l'entreprise .....	18
6-8-3-Transport par voie d'eau .....	19
6-8-4-Emplacements mis à disposition pour déblais .....	19
6-8-5-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	19
6-8-6-Signalisation des chantiers .....	19
6-8-7-Réglementations particulières .....	19
6-8-8-Restrictions des communications .....	20
6-8-9-Engins explosifs .....	20
6-8-10-Utilisation des voies publiques .....	20
6-8-11-Autorisations administratives .....	20
6-8-12-Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire .....	20
6-9-Registre de chantier .....	20
6-10-Clauses techniques .....	20
7-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux .....	20
7-2-Réception .....	20
7-3- Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage .....	20
7-4-Documents fournis après exécution .....	20
7-5-Garantie de parfait achèvement .....	21
Article 8 - Dispositions diverses .....	21
8-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations .....	21
8-2-Autres dispositions .....	21
Article 9 - Résiliation .....	24
Article 10 - Litiges et différends .....	24
Article 11 - Dérogations aux documents généraux .....	24

## Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

### **Réalisation de divers travaux de menuiseries extérieures, serrurerie et métallerie sur les sites de l'ENAC.**

Le présent CCAP concerne l'établissement d'un marché composite à commande annuel reconductible destiné à la réalisation de prestations sur les ouvrages de menuiseries extérieures, serrureries et métalleries sur les sites de l'ENAC. Il prévoit :

- Une partie ferme pour les prestations forfaitaires concernant la visite d'inspection annuelle sur le site de Toulouse (31) et Muret (31), dans le cadre de la maintenance préventive
- Une partie à bons de commande pour :
  - Des prestations au titre du budget de fonctionnement de l'école concernant les travaux d'entretien et de maintenance des menuiseries extérieures, serrureries et métallerie dans le cadre de la maintenance curative sur les sites de Toulouse, Muret, Castelnaudary.
  - Des prestations au titre du budget d'investissement de l'école concernant des travaux neufs ou de remplacement des menuiseries métalliques, serrureries ainsi que des travaux de métallerie

La majorité des prestations sera réalisée sur les sites de Toulouse, Muret et Castelnaudary.

Ponctuellement il pourra être réalisé des prestations de métallerie nécessitant des travaux importants dans les ateliers du prestataire pour les sites de Carcassonne (11), Biscarrosse (40), Melun (77), Montpellier (34), Grenoble (38), Saint Yan (71).

Des prestations en lien avec l'objet du marché pourront faire l'objet de marchés dédiés dans le cadre d'une opération globale de travaux sans contrevenir au principe d'exclusivité.

## Article 2 - Décomposition du contrat

### **2-1-Allotissement**

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

### **2-2-Forme du contrat**

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre composite mono-attributaire avec une part forfaitaire correspondant aux visites d'inspections annuelles et une part à bons de commande sans montant minimum et avec un maximum de 3 000 000 € HT sur la durée globale de l'Accord-Cadre, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 du Code de la Commande Publique.

Le Pouvoir Adjudicateur (PA) se réserve la possibilité de commander in extenso des prestations non définies au CCTP sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'à la fin du marché et ils pourront s'exécuter au plus tard jusqu'à 6 mois après la fin du marché.

Ponctuellement des prestations exceptionnelles en lien avec l'objet du marché pourront faire l'objet d'une commande sur devis préalable.

## **Article 3 - Généralités**

### **3-1-Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

#### **Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement ;
- les annexes financières ;
- Les catalogues de prix par marques (seules les fournitures en lien avec l'objet du marché sont contractuelles)
- le présent CCAP ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;
- les bons de commande.

#### **Pièces générales :**

- Le Cahier des clauses administratives générales Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de travaux approuvé par arrêté du 7 octobre 2021 ;
- L'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation.

## **3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale**

### **3-2-1-Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### **3-2-2-Clause sociale**

La titulaire fournira annuellement à la date anniversaire du marché sous peine de pénalité le nombre d'heure d'insertion de personnels éloignés de l'emploi dans le cadre de l'exécution des bons de commande.

## **3-3-Protection de l'environnement**

En application de l'article 7 du CCAG Travaux, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental.

Ces conditions sont les suivantes :

Le candidat devra remettre une note méthodologique détaillant :

- Les dispositions arrêtées par l'entreprise pour maîtriser l'impact déchets de chantier sur site : organisation de la collecte des déchets, lieux d'évacuation.
- Les dispositions arrêtées par l'entreprise pour réduire les bruits du chantier à proximité des locaux en exploitation sur le site.

- Les dispositions arrêtées par l'entreprise pour assurer l'information et la sensibilisation des ouvriers et sous-traitants aux dispositions proposées précitées.

Les déchets résiduels générés par les prestations objet du marché (chutes de produits et matériaux de construction résultant de l'intervention des titulaires, déchets d'emballage de produits mis en oeuvre) sont sous la responsabilité des titulaires qui sont tenus de les enlever ou les faire enlever des sites des services bénéficiaires. En particulier et sauf demande contraire dûment exprimée par le maître d'ouvrage, le titulaire laisse les sites bénéficiaires libres de tout emballage secondaire et tertiaire servant au conditionnement et au transport de produits utilisés pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

Le titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes traitement exprimée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Le titulaire applique les modalités de traitement des déchets qu'il décrit dans le Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier (SOGED) au moment de la préparation de chantier pour remise au Maître d'Ouvrage.

Le titulaire fournira dans les fiches techniques le pourcentage de matériaux recyclés et les qualités et caractéristiques environnementales relatives à la recyclabilité des matériaux sous peine de pénalités.

### **3-4-Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations de l'accord-cadre ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du pouvoir adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

### **3-5-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie fournie lors de la notification du marché, conformément à l'article 241-1 du Code des assurances.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **3-6-Autres obligations**

#### **3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Conformément aux dispositions relatives à l'auto liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées. La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 52 du CCAG Travaux).

#### **3-6-2-Confidentialité et sécurité**

##### **a) Obligation de confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

##### **b) Mesures de sécurité**



Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

### **3-6-3-Obligations diverses**

#### **- Obligation de résultat :**

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour ce qui concerne toutes les prestations objet du marché.

#### **- Obligation de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée.

#### **- Obligation d'information :**

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent cahier des clauses administratives particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

## **Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations**

### **4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution**

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 12 Mois, à compter de la notification du marché.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 12 Mois, soit une durée maximale de 48 Mois.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction le délai de préavis est de deux mois.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

**Prolongation des délais d'exécution pour raisons environnementales :** « L'acheteur se réserve le droit d'accorder une prolongation des délais d'exécution au titulaire s'il justifie de mesures et de

précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports du personnel mobilisé pour l'exécution du marché (ex : travaux dans une même zone géographique, etc.).

A cette fin, le titulaire :

- Analyse systématiquement la possibilité de regrouper les prestations d'un même bénéficiaire ou de plusieurs bénéficiaires situés dans un même périmètre géographique ;
- Reprogramme la prestation si nécessaire, après accord préalable du bénéficiaire. Cette reprogrammation peut ainsi déroger aux délais d'exécution inscrits au marché, sous réserve de validation expresse du bénéficiaire. La prolongation des délais d'exécution suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucune prolongation des délais d'exécution ne peut être demandée par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

## **4-2-Exécution complémentaire**

### **4-2-1-Modification du contrat**

Il sera fait application des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande publique.

### **4-2-2-Réalisation de prestations similaires**

En application de l'article R2122-7 du Code, des marchés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement.

## **4-3-Pénalités de retard**

### **Maintenance préventive forfaitaire**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, lorsque la date prévue pour la réalisation de la maintenance préventive (conformément au planning remis par l'attributaire) est dépassée, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante:

$$P = \frac{V \times R}{30}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

### **Pénalités de retard dans les remises de devis**

Les demandes de devis seront adressées par messagerie électronique au titulaire du marché qui fournira à l'ENAC l'adresse mèl de son choix lui permettant d'assurer la continuité de service nécessaire demandée.

En l'absence de réponse à une demande de devis, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €, sans mise en demeure préalable, à laquelle s'ajoutera 10 € par jour calendaire de retard.

Les délais de réponse aux demandes de devis sont fixés à 2 semaines maximum

### **Maintenance corrective**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, lorsque la durée de réparation d'un équipement dépasse 5 jours (entre la date de demande sous TWIMM et la date de clôture sous TWIMM de la demande par le titulaire), le titulaire encourt (sauf justification par le biais de TWIMM), sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 50 €/jour.

### **Travaux à bons de commande**

Les travaux à bon de commande sont relatifs aux prestations concernant des interventions correctives sur devis préalable.

Une date limite de réception de ces travaux est mentionnée sur le bon de commande.

- Retard à la remise des documents du DOE: 200€/semaine
- Retard dans l'exécution des travaux : 2% commande par jour ouvré

### **Documents fournis avant et après exécution**

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue aux articles 3-2-2, 3-3, 6-4-2, 6-5 et 6-7-4, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à 300 €.

## **4-4-Pénalités diverses**

Sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG :

- Absence aux réunions non justifiée : 100€ par réunion
- Non remise du planning annuel : 100€ par constat
- Non-respect des gammes de maintenance préventive : 50€ par équipement
- Défaut de nettoyage : 100€ par infraction et par jour
- Défaut d'installation de chantier et de protection collective : 500€ par infraction et par jour
- Non-respect du tri sélectif : 300€ par infraction constatée
- Présence de matériaux stockés en dehors des zones réservées : 300€ par jour

## **Article 5 - Prix et règlement**

### **5-1-Contenu des prix**

**Pour la partie forfaitaire :** Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement (annexe financière). Ils sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date du mois précédent le mois de remise des offres.

**Pour la partie à bons de commande :** les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement (annexe financière) et des quantités réellement exécutées. Ils sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date du mois précédent le mois de remise des offres.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature de l'accord-cadre.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage

## **5-2-Variation des prix**

**Les prix du bordereau des prix** du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

**Il appartient au titulaire du marché d'effectuer la révision de prix du marché à chaque date anniversaire.**

**Il n'est pas prévu de révisions de prix provisoires.**

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **mai 2025**. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante

$$:P(n) = P(o) [ 0,15 + 0,85 \times BT43(n)/BT43(o) ]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois

zéro. Les index utilisés sont les suivants :

BT43 : Menuiserie en alliage d'aluminium

Les index sont publiés au Moniteur ou toute autre revue spécialisée.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut);

si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 12 mois.

Le premier calcul du coefficient de révision interviendra à la date anniversaire de la notification du marché.

**Les catalogues sont actualisés par transmission ou mise à disposition de liens dématérialisés ou rafraichissement du support numérique.**

**Les remises consenties en annexe financière sont fermes et non révisables jusqu'au terme du marché.**

#### **Clause de sauvegarde**

En cas de variation de plus ou moins 5%, les parties pourront d'un commun accord convenir de l'application d'un coefficient de révision différent du résultat de la formule ci-dessus.

En cas de désaccord entre les parties, l'ENAC se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif.

Cette résiliation sera effective dans les 4 mois à compter de la date à laquelle le nouveau tarif devrait être appliqué. La décision ainsi que la date effective de résiliation sera signifiée dès le calcul du nouveau tarif au titulaire du marché.

L'ancien tarif continuera à s'appliquer jusqu'à cette résiliation.

### **5-3-Modalités de règlement**

#### **5-3-1-Régime des paiements**

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait.

#### **5-3-2-TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### **5-3-3-Présentation des demandes de paiement**

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

#### **Facturation électronique :**

Lorsque le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La facturation électronique se fera par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

**<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>**

Il sera fait application du Décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Outre les mentions prévues à l'article 1 du Décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les informations suivantes sont à faire figurer dans la demande de paiement :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture : 193 112 562 00015
- Le numéro d'engagement juridique qui sera le n° du bon de commande émis par l'ENAC, ou un n° communiqué par l'ENAC à la notification du marché si ce dernier n'est pas à commandes

#### **5-3-4-Répartition des paiements**

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### **5-3-5-Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

#### **5-3-6-Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40,00€.

#### **5-4-Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du bon de commande.

## **5-5-Avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités figurant au Code de la Commande Publique. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché (Bon de commande).

Elle est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique. Elle est égale à 20% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 20,00% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

En application du Code de la commande publique, l'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

Il n'est pas prévu d'avance pour la part forfaitaire.

## **5-6-Sûretés**

Hors prestations de maintenance, chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 % dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à R2191-42 du Code de la commande publique.

Ce taux passe à 3,0% si le fournisseur est une PME.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du Code de la commande publique.

## **5-7-Répartition des dépenses communes de chantier**

Sans objet.

## **5-8-Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine**

Sans objet.

## **5-9-Approvisionnements**

Les stipulations de l'article 10.4 du CCAG Travaux sont applicables.

# **Article 6 - Conditions d'exécution des prestations**

## **6-1-Lieu d'exécution**

La majorité des prestations sera réalisée sur les sites de Toulouse, Muret et Castelnaudary.

Ponctuellement il pourra être réalisé des prestations de métallerie nécessitant des travaux importants en atelier pour les sites de Carcassonne (11), Biscarrosse (40), Melun (77), Montpellier (34), Grenoble (38), Saint Yan (71).

## **6-2-Intervenants**

### **6-2-1-Conduite d'opération**

La conduite d'opération est assurée par le département infrastructure et Logistique (IL) de l'ENAC.

### **6-2-2-Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le service technique du maître d'ouvrage ci-après :  
Siège Administratif - Département Infrastructure et Logistique ou par un bureau d'études mandaté dans le cadre d'un marché de maîtrise d'œuvre.

### **6-2-3-Contrôle technique**

Certains travaux faisant l'objet du présent accord-cadre seront soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par l'article 2 (V) de la loi n°83-440 du 2 juin 1983 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

### **6-2-4-Coordination Sécurité - Protection de la santé**

Une coordination en matière de sécurité et de santé sera organisée pour certains travaux objet du présent accord-cadre, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Il s'agira d'une mission de catégorie 2 ou 3.  
Le détail de ces missions est défini à l'article 6.8 du présent CCAP.

### **6-2-5-Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)**

Sera communiqué ultérieurement le cas échéant.

## **6-3-Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux**

### **6-3-1-Provenance des matériaux et des produits**

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives de l'accord-cadre ou déroge aux dispositions des dites pièces.

### **6-3-2-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.



Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par l'accord-cadre :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

## **6-4-Implantation des ouvrages**

### **6-4-1-Piquetage général**

Le piquetage général consiste à reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation, au moyen de piquets numérotés solidement fixés au sol, dont les têtes sont raccordées en plan et en altitude aux repères fixes mentionnés à l'article 27.1 du CCAG Travaux. La position des piquets est notée sur un plan de piquetage général ou reportée sur le plan général d'implantation des ouvrages, qui se substitue alors au plan de piquetage général.

Conformément à l'article 27.2.3 du CCAG Travaux et à l'article R.554-27 du Code de l'environnement, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

### **6-4-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Conformément à l'article 27.3.1 du CCAG Travaux et à l'article R.554-27 du Code de l'environnement, lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, dépendant du maître de l'ouvrage ou de tierces personnes, le représentant du pouvoir adjudicateur prend à sa charge les sondages préalables en trois dimensions des ouvrages souterrains et de communiquer les résultats au titulaire en vue de leur report exact sur le terrain par un piquetage spécial, lui-même reporté sur le plan de piquetage général mentionné à l'article 27.2.1 du CCAG Travaux.

Il appartient également au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre de recueillir auprès des exploitants des ouvrages repérés les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux et de les notifier au titulaire.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Si des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, non repérés par le piquetage spécial sont découverts après la notification de l'accord-cadre, le titulaire en informe par écrit le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre ; il est alors procédé contradictoirement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux.

Les investigations complémentaires éventuellement rendues nécessaires ainsi que les mesures de prévention afférentes font l'objet d'un avenant au contrat à la charge du maître de l'ouvrage.

Le titulaire doit, en outre, surseoir aux travaux adjacents jusqu'à décision du maître d'œuvre, prise par ordre de service, sur les mesures à prendre.

## **6-5-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

### **6-5-1-Période de préparation**

Il est fixé une période de préparation. Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution mentionné dans le bon de commande, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

### **6-5-2-Prestations dues par les entreprises**

Les modalités sont décrites dans le Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **6-6-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail**

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

### **6-7-Ordre de service**

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

## **6-8-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

### **6-8-1-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier**

Le titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.1 du CCAG Travaux en ce qui concerne les installations de chantier.

Néanmoins, le titulaire bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

Un emplacement défini avec l'ENAC en début de chantier sera mis gracieusement à la disposition de l'entrepreneur après état des lieux, dès la notification de ce marché, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux ;

Ce lieu doit être remis en état en fin de travaux à l'expiration du délai d'exécution de chaque bon de commande.

De plus, l'ENAC mettra à disposition du titulaire sur le site de Toulouse des locaux d'usage collectifs (salle de pause, vestiaires, sanitaires, etc), de bureaux, de magasins et ateliers dont les surfaces, les emplacements et les équipements seront déterminés en commun accord, et qui comprennent en particulier l'éclairage général et le chauffage.

Aucune autre facilité ne sera accordée au-delà de celles accordées au présent article. Les consommations de téléphone, de fax ou tous moyens de communications nécessaires seront à la charge du Titulaire ainsi que les dépenses d'entretien du chantier.

### **6-8-2-Installations à réaliser par l'entreprise**

Le nettoyage du chantier doit être assuré par le Titulaire qui doit le laisser propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux précisés sur chaque bon de commande dont il est chargé ;

Il a également la charge de l'enlèvement des déblais stockés, de l'évacuation, et de leur transport aux décharges publiques, ainsi que celle du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

### **6-8-3-Transport par voie d'eau**

Sans objet.

### **6-8-4-Emplacements mis à disposition pour déblais**

Le titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux en ce qui concerne les lieux de dépôt des déblais en excédent.

Les emplacements seront mis gratuitement à la disposition du titulaire pour le dépôt provisoire des déblais en excédent.

### **6-8-5-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé : PPSPS

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire, les dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur de sécurité de l'ENAC en matière de sécurité et de protection de la santé, désigné dans le présent marché sous le nom de coordonnateur de sécurité.

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur de sécurité de l'ENAC dans les conditions prévues au décret 94-1159 du 26 décembre 1994 dans le délai de 8 jours à compter de la notification du marché.

Et précise notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel pendant l'exécution de ce marché ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier, dans les cinq jours qui suivent la notification du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang (il tient à sa disposition leurs contrats) ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et malades.

Le plan PPSPS est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au Maître d'ouvrage. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que les mises à jour. Il est conservé par l'entreprise pendant une durée de 5 ans à compter de la réception des travaux.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants dans les mêmes conditions. Il appartient à l'entreprise Titulaire de les répercuter.

### **6-8-6-Signalisation des chantiers**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par le titulaire sous le contrôle du service ci-après : Siège Administratif - Département Infrastructure et Logistique (article 1.3 du CCTP).

### **6-8-7-Réglementations particulières**

Pour l'application de la réglementation concernant la circulation et le stationnement des véhicules et engins sur les aires ou aux abords de la base aérienne des sites concernés, le service compétent auquel le titulaire doit s'adresser est : Siège Administratif - Département Infrastructure et Logistique.

#### **6-8-8-Restrictions des communications**

Sans objet.

#### **6-8-9-Engins explosifs**

Sans objet.

#### **6-8-10-Utilisation des voies publiques**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

#### **6-8-11-Autorisations administratives**

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, le titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives.

#### **6-8-12-Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire**

Sans objet.

#### **6-9-Registre de chantier**

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

#### **6-10-Clauses techniques**

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

### **Article 7 - Réception et garanties**

#### **7-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux**

Conformément au CCTP.

#### **7-2-Réception**

Les travaux relatifs à chaque bon de commande feront l'objet d'une réception conformément à l'article 41 du CCAG Travaux.

#### **7-3- Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage**

Aucune disposition particulière n'est prévue.

#### **7-4-Documents fournis après exécution**

Conformément à l'article 1.3 du CCTP.

## **7-5-Garantie de parfait achèvement**

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

## **Article 8 - Dispositions diverses**

### **8-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations**

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les conditions suivantes :

- pendant la durée du marché, les différents échanges se feront par voie **EXCLUSIVEMENT** dématérialisée par l'envoi d'un courriel, accompagné des pièces jointes nécessaires, à l'adresse mail précisée par le titulaire à l'acte d'engagement ou à une adresse mail qui figurera dans l'offre et identifiée spécifiquement comme l'adresse où envoyer les pièces.

**Le titulaire s'engage, dans les 24 heures suivant l'envoi de ce courriel, à accuser réception par écrit ou retour d'e-mail.** Dans le cas contraire le courriel sera considéré comme reçu par le titulaire à la date de l'accusé de réception électronique, et vaudra notification de la communication.

### **8-2-Autres dispositions**

#### **Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné " le règlement européen sur la protection des données " et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

#### **8.2.1 - Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Description de la nature et de la finalité du traitement :

#### **8.2.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,

- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### 8.2.2.1 - Sous-traitance ultérieure

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné " le sous-traitant ultérieur ", pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure.

L'acheteur dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### 8.2.2.2- Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

#### 8.2.2.3- Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [service.achat@enac.fr](mailto:service.achat@enac.fr).

#### 8.2.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : [service.achat@enac.fr](mailto:service.achat@enac.fr).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### 8.2.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 8.2.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

#### 8.2.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### 8.2.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### 8.2.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 8.2.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### 8.2.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

### Article 9 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 49, 50.3 et 51 du CCAG Travaux.

### Article 10 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

### Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 19.1 du CCAG Travaux par l'article 4.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux par l'article 4.4 du CCAP
- Dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux par l'article 6.5.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux par l'article 6.8.10 du CCAP
- Dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux par l'article 6.8.11 du CCAP